

Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

www.mondialisation.ca

Le 12 novembre 2011 Premier ministre libyen: sbire de l'industrie pétrolière

English
italien
srpski
العربية

español
português
Deutsch

Concernant le CRMContactDevenez membreMagasin en ligne

Accueil
Articles Récents
États-Unis
Canada
Amérique latine & Caraïbe
Europe
Afrique subsaharienne
Russie et CEI
Moyen Orient
Océanie
Asie
Guerre USA OTAN
Histoire, société et culture
Crise économique mondiale
Crimes contre l'humanité
Environnement
Pétrole, Gaz de schiste, Transnationales
Pauvreté et inégalités
Militarisation
11 sept. Guerre au
Droits humains et CEI
Loi et Justice
Biotechnologie et OGM
Droits des femmes
Désinformation médiatique
Politique et religion
Nations Unies
Science et médecine
Services de renseignements

Recherche
Archives
Index des Auteurs
RSS | Ce qu'est le RSS
Visitez notre site web
GlobalResearchTV
GRTV
GLOBAL RESEARCH TV

Des dettes d'État au franc d'État
par Rudo de Ruijter



Authentification forte
Solution OTP plus sécurisée
et moins chère que le SMS
www.tagattitude.fr

Announces Google

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article

0
Digg

submit
reddit

Share

0
Tweet

Bruxelles veut avoir les clefs des coffres d'État des 17 pays de l'euro. Il n'y a que comme ça qu'ils peuvent sauver l'euro, disent-ils. Le Traité du MES a déjà été signé. Si les parlements nationaux le ratifient c'est la fin de nos démocraties souveraines. Est-ce bien ce que nous voulons? Y a-t-il une alternative?

Pour ceux qui savent comment le système d'argent fonctionne, la solution logique des problèmes actuels est relativement simple. A la télé, du moins aux Pays-Bas, le sujet est encore tabou [1], mais si vous voulez savoir ce qu'il en est, voici une explication. (Et ceux qui savent tout déjà, peuvent passer de suite à 2. Réforme bancaire.)

1. Le système d'argent actuel

Les banquiers ont maintenant, mondialement, un système d'argent qui est basé sur la création de l'argent du néant. Quasiment tout l'argent sur les comptes bancaires c'est du vent. Il n'y a qu'une toute petite quantité de véritable argent en circulation. Comment ça fonctionne?

Le banquier est un comptable

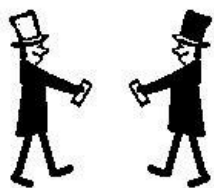
Chaque fois qu'un banquier fournit un prêt, il ne fournit pas d'argent, mais un avoir. Le prêt ne consiste en rien de plus que des chiffres dans la comptabilité du banquier. Présumons, que tu veuilles faire un emprunt à ta banque, Banque A.Sec. D'un côté le banquier inscrit que tu lui dois 250.000 euros et de l'autre côté qu'il te doit 250.000 euros. Tu les vois arriver sur ton compte. Tu peux les dépenser. Acheter une petite maison? D'accord, achetons une petite maison.

Supposons que tu remettes un chèque au vendeur de la maison. Celui-ci porte ce chèque à sa banque, la Banque Rougeschild. Celle-ci veut alors échanger ce chèque à ta banque, contre du vrai argent bien entendu. Rougeschild sait comment son collègue a sorti les chiffres de son chapeau et il ne se contente pas de vent.

1 sur 10

12/11/2011 10:57

Donc, maintenant, la Banque A.Sec doit déboursier du vrai argent. Cependant, dans la pratique, la plupart du temps cela n'est pas nécessaire. C'est que la Banque Rougeschild fournit des prêts continuellement aussi. Et une partie de ces prêts sont dépensés chez des clients de la Banque A.Sec. Donc, ce qui se passe, c'est que la banque Rougeschild échange sa créance de 250.000 euros sur la Banque A.Sec contre une créance de la Banque A.Sec sur Rougeschild.



Des intérêts sur du vent

De cette façon les banquiers peuvent mettre toujours plus de prêts en circulation. Une boîte de vent est échangée contre une autre et les clients ne remarquent pas comment ils sont bernés. Car pour ces boîtes de vent, il faut quand-même payer des intérêts.

Juste, pour s'amuser, un exemple où les banquiers créent des millions, sans qu'il y ait besoin d'un seul centime de véritable argent. Dans la réalité c'est un peu plus complexe, mais quand-même.

Mettons qu'il y ait 3 banques, qui servent respectivement 20%, 30% et 50% de la population. Nous supposons que tous les trois ont le même type de clients, qui ont les mêmes besoins en emprunts et en dépenses. Il sera démontré, que tous les paiements que ces banques devront faire au moment où l'emprunteur dépense son emprunt, seront compensés par les recettes de ces dépenses.

Banque 20%		Banque 30%		Banque 50%	
Prêts fournis	Dépenses reçues	Prêts fournis	Dépenses reçues	Prêts fournis	Dépenses reçues
20.000.000		30.000.000		50.000.000	
	4.000.000		6.000.000		10.000.000
	6.000.000		9.000.000		15.000.000
	10.000.000		15.000.000		25.000.000
20.000.000	20.000.000	30.000.000	30.000.000	50.000.000	50.000.000

Les emprunteurs de la première banque dépensent 20% de leurs emprunts chez des clients de leur propre banque, 30% chez des clients de la Banque 30% et 50% chez les clients de la Banque 50%. Etcetera. Si nous additionnons toutes les recettes de tous les prêts, chaque banque a reçu autant qu'elle a créé. Voilà 100 millions en avoirs sur des comptes bancaires, sans qu'un seul centime de vrai argent ait été dépensé.

Lorsqu'on demande à des banquiers, s'ils créent de l'argent du néant, ils répondent généralement qu'ils ne fournissent des prêts que lorsqu'ils ont des avoirs en face. Cependant, ces avoirs accroissent tout seul par les prêts qu'ils fournissent ensemble.

Trafic des paiements

Tout le trafic des paiements va de la même façon. Si tu fais un paiement à quelqu'un chez une autre banque, c'est ta banque qui doit le payer à l'autre banque. Mais encore le même jour il y aura des paiements par des clients de l'autre banque à des clients de ta banque. Tous ces paiements interbancaires sont tout simplement compensés les uns par les autres.

Ce que les banques paient finalement les unes aux autres, se sont les petites différences entre les paquets de paiements entrants et sortants. Pour faciliter ces transferts toutes les banques ont un compte chez la banque centrale. Les montants dans ces comptes sont considérés comme du vrai argent (car, si elles le voulaient, les banques pourraient demander la totalité de la somme en billets, puis que la banque centrale est autorisée à les imprimer.)

À la banque centrale il y a une règle que chaque soir toutes les banques doivent avoir un avoir positif sur leur compte. Si un banquier est à court, (par ce qu'il a payé plus qu'il n'a reçu ce jour là), il emprunte pour la nuit à un collègue, (qui a alors reçu un peu plus qu'il n'a payé). Et lorsque les collègues ne se font pas confiance, comme ce fut le cas lors de la crise bancaire en 2008 et comme ça l'est à nouveau maintenant depuis quelques mois, alors le banquier peut emprunter à la banque centrale pour un quart de pourcent de plus.

Banquiers entre eux



Entre eux, les banquiers ont convenu des règles sur le capital minimum requis face aux risques calculés, comme ceux des prêts en cours. Ce capital est infime comparé aux risques, mais de cette façon la création d'"argent" du néant est quelque peu freinée et les banques restent davantage au pas les unes avec les autres dans la fourniture des prêts. Ceci augmente leur



confiance mutuelle pour se prêter de l'argent, et leur permet à tous de pouvoir optimiser leurs possibilités de profit.

Les banquiers sont en premier lieu des banquiers entre eux. Lorsque des clients des grandes banques Néerlandaises, mécontents des paiements de bonus excessifs, portaient massivement leur argent chez Triodos (une banque connue pour investir dans des projets qui donnent bonne conscience), cet argent manquait aux grosses banques. Heureusement Triodos n'est pas la plus méchante et prêtait cet argent tout simplement à ces mêmes grosses banques. (Malheureusement des banques éthiques n'existent pas, tout au plus des banques avec des airs sympathiques. Mais avec un tel système d'argent on ne peut pas s'attendre à mieux, non?)

Mais dès que des nuages menaçants se présentent à l'horizon et qu'il y a des risques de grosses pertes pour les banques, la confiance mutuelle disparaît immédiatement. Alors, chaque banquier tente de se débrouiller tout seul. Chacun d'eux tente alors d'augmenter ses réserves de caisse et de minimiser les risques. Résultat, pendant des mois les entreprises ne reçoivent guère plus de crédits et les vagues de licenciements et faillites recommencent à ravager le pays. Et si l'orage ne bouge pas de place, cela peut même durer des années. Formidable, non? un tel système bancaire!

Les montants déménagent d'un compte à l'autre

Revenons à notre maison vendue. Donc, le vendeur dispose maintenant de 250.000 euros en vent, qu'il dépense à son tour. De cette façon ce soi-disant argent va d'un compte au suivant. Donc même si tu n'as jamais pris de crédit, il n'y a que du vent sur ton compte, que tu as reçu pour ton travail ou pour des marchandises que tu as vendues. Si, par exemple, tu étais à la banque ING, la plus grosse banque aux Pays-Bas, cette dernière ne dispose que de 3 centimes de vrai argent pour chaque euro d'avoir dans ton compte.

Toujours moins d'argent en poche

En fait, avec du vent ils ont gonflé ces 3 centimes et les ont multipliés par 33. Quand tu déposes un billet de 100 euros chez ING pour verser sur ton compte, elle fournit des prêts à hauteur de 3300 euros. Autrement dit, pour chaque euro que nous ne gardons pas dans notre poche, les banques gagnent un multiple en intérêts.



Peut-être tu comprends maintenant pourquoi les banques nous séduisent à payer de plus en plus de choses électroniquement. Les cartes de crédits, cartes bancaires, cartes des stations d'essence, cartes de prépaiement, cartes pour les transports publics, cartes de paiement pour parkings, elles ne servent qu'à une seule chose: faire en sorte que nous n'ayons besoin d'argent comptant le moins possible.

Il y a cependant un revers à la médaille. Les réserves de caisse (les billets de banque et l'avoir échangeable à la banque centrale) ne servent pas qu'à fournir de l'argent comptant aux clients et pour régler les petites différences entre paiements sortants et entrants. C'est aussi la première réserve pour absorber des pertes. Mais, comme les revenus croissent disproportionnellement en baissant le pourcentage de réserves de caisse, la tentation est grande de prendre plus de risques. Ainsi, notre argent plastic moderne contribue au comportement-de-prêt téméraire de nos banquiers.

Regardons ce qui se passe quand on porte un billet de 100 euros à la banque pour le verser sur notre compte. Comme dit, à 3% de réserve de caisse la banque ne dispose que de 3 centimes pour chaque euro sur ton compte.

Dépôt	Réserve de caisse	Prêter	Création d'argent	A 5% d'intérêts
100	10%	90%	900	45
100	9%	91%	1001	51
100	8%	92%	1150	58
100	7%	93%	1330	67
100	6%	94%	1560	78
100	5%	95%	1900	95
100	4%	96%	2400	120
100	3%	97%	3200	160
100	2%	98%	4900	245
100	1%	99%	9900	495

Dans la colonne de droite tu vois que les revenus augmentent disproportionnellement au fur et à mesure que la réserve de caisse diminue. Et - à l'inverse - si avec un même montant de réserve de caisse la banque voulait retourner de 3% à 4%, elle devrait réduire les prêts en cours d'un quart...

Tous les montants sont temporaires

À des moments convenus tu devras rembourser l'avoir que tu as eu du banquier A.Sec. De tout l'argent en cours, tu dois tenter d'obtenir assez pour payer ces remboursements. Banquier A.Sec écrira alors dans sa comptabilité, que le montant que tu lui dois est diminué et il diminue le montant que tu lui dois. Tu vois disparaître ce montant de ton compte. Ainsi les avoirs créés disparaissent de la circulation. Cela fait donc une diminution de la quantité d'"argent" dans le pays.

Les intérêts

Les intérêts que tu paies ne disparaissent pas de la circulation. C'est avec ça que le banquier paye tous ces frais (tels que: intérêts, assurances, personnel, entretien, factures des sous-traitants qui s'occupent des paiements via internet etc.) et le capital est rehaussé, de manière qu'il puisse prêter davantage encore la fois d'après.

La "masse d'argent" doit croître

Le risque classique pour le banquier c'est que les emprunteurs ne remboursent que partiellement ou pas du tout. Et lorsque le gage s'avère insuffisant, c'est lui qui reste avec des ennuis dans sa comptabilité, c'est à dire, avec des montants qu'il devra tôt ou tard enregistrer comme des pertes.

Pour diminuer le risque de défauts de paiement les banques prennent soin, qu'il y ait de plus en plus de prêts en cours. Car plus il y arrive de l'"argent" en circulation, moins ça vaut. C'est l'inflation bien connue. Le montant que l'emprunteur doit rembourser est fixé. Et comme ce montant diminue en valeur pendant la période du crédit, l'emprunteur peut le gagner plus aisément. S'il doit payer 6% d'intérêts et l'inflation est de 2%, la charge des intérêts est 1/3 moins. [graphique]. Ainsi le nombre de défauts de paiement est considérablement réduit.

D'ailleurs, cet avantage pour les emprunteurs correspond exactement à la diminution de la valeur de l'argent pour les usagers. En fait, en tant qu'usager de l'argent ils paient également une partie des intérêts.

Travailler toujours plus



C'est cette même inflation qui fait que nous devons travailler toujours plus. Chaque fois que plus d'"argent" arrive en circulation nous devons essayer de gagner plus, si nous ne voulons pas nous appauvrir.

Bien entendu, une banque centrale ne racontera jamais que la croissance de l'argent est une nécessité pour les banquiers. Le prétexte officiel c'est que l'inflation contribue à plus d'activité économique.

Et de là sort la croyance largement répandue qu'une économie doit croître pour être saine. Une fable extrêmement dangereuse. C'est qu'une croissance économique n'est pas possible sur une Terre limitée. Et plus nous continuons, plus nous détruisons. Ce que l'on peut dire, c'est qu'un système d'argent qui a besoin d'une masse d'argent croissante pour pouvoir fonctionner, est inapte pour une société durable.

Les dettes d'état

Notre gouvernement dispose d'"argent" par la taxation. Avec cela il finance des choses qui sont importantes pour nous tous, comme des digues, routes, ponts, écoles, hôpitaux, gendarmerie, armée etc. Régulièrement il arrive que le gouvernement fasse des dépenses avant d'avoir levé les impôts correspondants. Dans le système actuel le gouvernement devra alors emprunter de l'argent et payer des intérêts dessus. C'est la dette d'État (aussi appelée dette publique) bien connue. On en a peut-être pris l'habitude, mais en fait c'est quelque chose d'étrange. Dans la communauté des gens exécutent des tâches pour la communauté, tout le monde est payé pour sa contribution et ensuite il reste une dette. Et sur celle-ci nous payons tous - via des impôts supplémentaires - des intérêts.

La création d'argent par des banques à gestion privée

Ceci est causé exclusivement par le fait que dans le passé les représentants du peuple ont cédé la création d'argent à des banquiers privés. Ce fût au temps où l'on accordait encore beaucoup de valeur au conte de fée, racontant que seuls des banquiers pouvaient tenir la gestion monétaire en ordre. Si le gouvernement mettait l'argent en circulation, cela mènerait sûrement à un désastre!

Une démocratie sans argent propre

Le résultat c'est que nous continuons à affirmer que nous vivons dans une démocratie, tandis que l'un des attributs les plus importants de notre société, la création d'argent est entre les mains de banquiers privés. Même si en France les administrateurs de la Banque de France sont désignés par le gouvernement, ces administrateurs n'ont pas d'ordre à en recevoir. La Banque est indépendante du gouvernement. Autrefois elle déterminait également le taux d'intérêt de façon autonome, comme on disait "dans l'intérêt de l'économie". Maintenant cela est fait par la Banque Centrale Européenne (BCE), dont les 17 banques centrales de la zone euro sont propriétaires et exploitants.

Un taux d'intérêt pour tous

La BCE a relevé le défi impossible de déterminer un taux d'intérêt pour les 17 pays différents, avec des économies complètement différentes et qui ont des possibilités de productivité très différentes. Bien entendu, il est quasiment impossible de fixer un taux d'intérêt, qui ait un effet optimal pour tous les pays. Un changement du taux ne peut entraîner des effets bénéfiques que pour un ou quelques pays. Et les autres pays en portent les conséquences.

L'euro, l'expérimentation monétaire la plus chère de l'histoire

L'euro entrera probablement dans l'histoire comme l'expérimentation la plus chère qui ait jamais existée. Depuis le commencement du projet en 1970, il était déjà connu, qu'il était voué à l'échec, mais des banquiers et des politiciens têtus l'ont poussé en avant malgré tout. Le problème c'est qu'une monnaie unique ne peut fonctionner dans une zone économique homogène. [2] [3] [4] Voici pourquoi.

Lorsque des consommateurs, dans des pays avec des possibilités de productivité plus réduites, préfèrent acheter des produits d'importation moins chers et meilleurs, la dette extérieure augmente. En même temps, la productivité dans le pays diminue. Un pays qui dispose de sa propre monnaie peut alors **dévaluer** cette monnaie. Cela rend les produits d'importation plus chers pour sa propre population et les produits d'exportation moins chers pour les acheteurs étrangers. Ainsi la dette diminue et la productivité augmente. Des dévaluations étaient très courantes avant l'introduction de l'euro. Aujourd'hui les pays moins productifs sont comme des rats dans une trappe. Ils ne pourront **jamais** sortir des dettes. C'est pour cela que la méthode qu'on applique, de combler ces pays avec des dettes encore plus élevées, est étrange et malade.

L'euro couplé à l'adhésion de l'Union Européenne

Les banquiers ont réussi à obtenir que les pays ne peuvent sortir de l'euro sans sortir de l'Union Européenne. Eh bien, ce seront "deux mouches d'un coup".

L'UE

De plus en plus de gens comprennent, que l'Union européenne est beaucoup moins démocratique et sociale que les citoyens en Europe souhaitent. Bien que cela fût le cas depuis le départ, beaucoup ne voient que depuis peu que le Parlement Européen n'est qu'un simulacre et pas un parlement avec un pouvoir démocratique. Les gens se rendent compte de plus en plus que la Commission Européenne (CE) et la Banque Centrale Européenne tirent tout le pouvoir vers elles. D'ailleurs, pour la CE et la BCE le nouveau traité européen du MES [5] sera la trouée pour mettre les parlements européens hors jeu. La ratification de ce traité semble être dans la poche pour elles, car la plupart des députés dorment encore ou ne peuvent pas le croire. (Ou seraient-ils complices?)

L'Union Européenne a comme principe déposé l'économie de marché libre. Presque tout le monde a compris entre-temps, que la dérégulation des banques, la privatisation des infrastructures et l'abolition des tâches gouvernementales mènent à une société dure et ravagée par des crises. Ces principes sont désuets. Les défenseurs de ces principes ne pourront les imposer qu'avec de la violence. La Grèce ne sera pas la dernière victime.

Le scénario du FMI

La CE et la BCE coopèrent maintenant avec le FMI pour écraser des pays trop endettés sous des dettes encore plus lourdes. Le scénario pour prendre le pouvoir a été appliqué maintes fois par le FMI durant ces dernières cinquante années. Cela se déroule comme ceci: on commence par manoeuvrer un pays dans des difficultés et dès qu'il se trouve endetté, on l'écrase sous des dettes supplémentaires telles, qu'il ne peut même plus payer les intérêts. Ensuite on garde le pays sous tutelle et on prend soin d'affaiblir le gouvernement le plus possible en imposant des coupes budgétaires de plus en plus grandes. Avec des mesures d'austérité, on fait saigner la population bien comme il faut. Ainsi elle sera plus rapidement satisfaite, lorsqu'on lui laissera un peu d'air. Et dès que les choses seront bien déréglées, on vendra les richesses du pays à des investisseurs étrangers et on introduira une économie de marché totalement libre.

Nous aussi

Qui réfléchit un peu, voit qu'avec le scénario des fonds de secours tous les pays de la zone euro se retrouvent endettés. Cela aussi est prévu dans le scénario criminel. Les prêts massifs servent d'abord à pouvoir mettre un pays sous tutelle. Dès que cela est un fait, ils peuvent déclarer que le pays ne pourra jamais rembourser ses dettes. En suivant, ils peuvent manoeuvrer les victimes suivantes dans les dettes. Ce sont les gouvernements qui se sont portés garants pour les prêts. Ils devront couper leurs dépenses pour payer les pertes. Et pour tous les pays le même refrain sera répété, que les gouvernements devront réduire, réduire leurs dépenses. Jusqu'à ce que quasiment rien ne reste du rôle et de la fonction du gouvernement national et que Bruxelles peut prendre le pouvoir. Bien entendu, cela s'accompagnera d'énormes troubles sociaux. Vous pouvez lire le reste dans le livre de Naomi Klein, La Stratégie du Choc (The Shock Doctrine).

2. La réforme bancaire

Le franc d'État

La solution est simple. Au lieu de dépenser des milliards d'euros supplémentaires pour un euro qui est voué à disparaître tôt ou tard et au lieu de nous laisser prescrire des mesures d'austérité par la Commission Européenne et la banque centrale Européenne non-démocratiques, nous pouvons introduire un franc d'État.

Techniquement cela est relativement simple à réaliser. À la place de la banque centrale actuelle, il y aura une nouvelle banque centrale de l'État. Celle-ci tombera sous la responsabilité du Ministère des Finances et sera contrôlée par le Parlement. Une commission de gens bien formés veillera sur les intérêts à long terme du système d'argent.

La banque d'État sera la seule qui est habilitée à créer de l'argent. Tous les prêts seront fournis en argent d'État, que ce soit sous forme électronique ou en espèces. Il sera interdit aux banques

commerciales et aux institutions financières de créer des avoirs du néant. Tous les nouveaux avoirs devront être couverts à 100% par de l'argent d'État. En ce qui concerne les prêts en cours au moment de la réforme, les banques qui les ont émis en resteront responsables jusqu'à leur remboursement par les emprunteurs. Pour autant qu'elles veuillent, les banques commerciales pourront devenir des intermédiaires entre la banque d'État et le public pour la fourniture de crédits et elles pourront gérer les comptes des clients au nom de la banque d'État. Dans ce cas, pour le public, rien ne change à leurs comptes existants. Les avoirs en euros seront transformés 1:1 en francs d'État. Comme intermédiaires, les banques ne recevront pas d'intérêts, mais une commission pour leurs services.

Émission de francs d'État

L'émission de francs d'État fournit une quantité comparable d'euros. Ceux-ci pourront être gardés par la banque d'État pour le paiement de dettes et également comme réserve stratégique gigantesque. Il ne me semble pas impensable qu'à un moment ou un autre le nouveau franc d'État puisse être attaqué sur les marchés d'échange. Nous serons à peu près le seul pays au monde qui aura son propre argent d'État et les banquiers privés puissants ne nous en seront pas reconnaissants.

Pas d'austérité

La cause des mesures d'austérité sont les prêts gigantesques que le FMI, la CE et la BCE ont chargés délibérément sur la Grèce, lorsque le pays croulait déjà sous trop de dettes. Il était prévisible qu'après la prise de pouvoir ces prêts seraient déclarés irrécupérables à un moment ou un autre et que les pertes arriveraient sur les épaules des citoyens des autres pays de la zone euro.

Il n'y a pas longtemps, le fonds de secours s'élevait à 440 milliards d'euros. C'était en moyenne 1320 euros par citoyen euro. Le 27 octobre 2011 il en restait 250 milliards, lorsque les chefs de gouvernement de la zone euro ont décidé d'en faire 1000 milliards d'euros à l'aide d'un tour de passe-passe de comptabilité. (Exactement, la formule du vent.) Il va de soi, que nous sommes garants maintenant pour 1000 milliards, c'est à dire 3300 euros en moyenne pour chaque citoyen euro. Quand le prochain fonds de secours, le MES, sera ratifié par les Parlements nationaux, s'y rajoutera une obligation de 700 milliards (2100 euros en moyenne par citoyen euro). Ensuite, ce fonds MES pourra être rehaussé à l'infini sans avoir besoin d'aval parlementaire.

Donc la cause des mesures d'austérité n'est pas liée à la situation française. Bien entendu, nous avons nos difficultés avec le vieillissement, qui demandent des adaptations, mais cela n'implique pas forcément que nous devons renoncer à notre gouvernement, à nos acquis sociaux, culturels et autres.

Arrêtons l'euro, arrêtons l'UE et arrêtons les mesures d'austérité.

Caisses de retraite

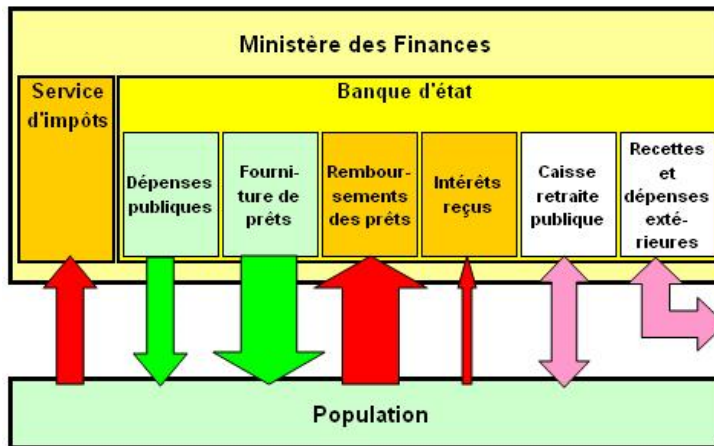
Tu peux épargner de l'argent pendant ta vie pour ta retraite, mais ce que tu pourras en faire dépendra largement de la situation à ce moment-là. Déjà avant 1980 il était clair qu'aux environs de 2015 une énorme vague grise devait arriver de gens de 65 ans et plus, face à laquelle il y aurait une population active de plus en plus réduite. Les caisses de retraite ont laissé croire leurs cotisants à cette fausse idée, qu'ils disposeraient d'une retraite à valeur garantie. C'est quelque chose qu'elles n'auraient jamais dû promettre avec cette situation prévisible. Pour les générations de retraités précédentes la situation était bien différente. Grâce à un rapport très favorable entre peu de retraités et une grande population active, les retraites pouvaient, pour ainsi dire, être payées directement par les cotisations de la population active. Ces temps sont révolus.



Les caisses de retraite complémentaire ont généralement investi une partie des cotisations payées dans des obligations d'État. En fait, une partie des retraites est donc dès à présent payée par nos impôts. Une autre partie provient des investissements à l'étranger. Autrement dit, des bénéfices d'entreprises à l'étranger. Encore autrement dit, du fait que des ouvriers ailleurs sur le globe exécutent une partie de leur travail pour payer nos retraites. Donc, une sorte de colonialisme financier.

Personnellement je préférerais que nous prenions soin de nous-mêmes et soignons nos personnes âgées nous-mêmes. À mon avis, il y a assez de possibilités pour cela, si nous construisons notre société pas à pas sur des bases de durabilité et coopération au lieu de compétition et de gains financiers.

Réforme proposée:
Courants d'argent entre le Ministère des Finances et la population.



* Comme aujourd'hui le gouvernement détermine annuellement un budget, dans lequel les dépenses sont égales aux impôts. Aujourd'hui l'état doit emprunter et payer des intérêts, lorsque des manques surviennent - la fameuse dette publique. Dans la nouvelle situation la banque d'état avance l'argent, sans intérêt, ce qui fait que les impôts pourront rester plus bas. La dette publique peut disparaître.

* La banque d'état aura le droit exclusif de créer de l'argent; elle crée l'argent nécessaire pour les prêts dans le pays. Une partie des intérêts servira à couvrir les pertes sur les prêts qui ne peuvent être remboursés; le reste ira à la caisse d'état et diminuera le montant des impôts à lever.

* Les banques n'auront plus le droit de créer des avoirs non couverts par de l'argent. Elles pourront servir d'intermédiaire entre la banque d'état et la population pour la distribution des prêts. Elles recevront une provision pour cela, pas d'intérêts. Elles pourront également réunir des fonds (d'argent existant) pour prêter à intérêts.

* Ceux qui voudront pourront transférer leurs droits de retraite à la Caisse retraite de l'état.

www.CourtFool.info

Système d'argent moins cher

Le système d'argent de l'État peut fonctionner de façon bien meilleur marché que le système d'argent privé que nous avons aujourd'hui. En premier lieu, tous les intérêts vont à la caisse de l'État et profitent ainsi à la collectivité. Les intérêts pourront rester plus bas, puis que la banque d'État n'a pas besoin de faire des bénéfices. (Pas de gros salaires pour les financial boys, pas de primes, pas de construction de capitaux onéreuse.)

La banque d'État n'a pas besoin d'un capital propre, puis que l'argent appartient à la collectivité. En fait, c'est nous tous qui garantissons la valeur de notre argent. Les défauts de paiement pourront être traités de la même manière que des dettes fiscales.

Argent permanent

Actuellement tout l'argent en circulation consiste de prêts en cours, qui devront être remplacés tout le temps. Pour diminuer les besoins d'emprunts, la banque d'État pourra décider de laisser une partie de tout l'argent en circulation en permanence (accompagné d'une politique fiscale appropriée). Dans ce nouveau système le gouvernement peut aisément réaliser ce fond d'argent permanent en faisant un nombre de dépenses (= mettre de l'argent en circulation) sans lever les impôts correspondants.

Inflation

En soi, le système d'argent d'État ne connaît pas de nécessité d'inflation. Il peut même continuer à fonctionner parfaitement en périodes de déflation. Les emprunteurs ne connaîtront plus l'avantage relatif de la diminution de valeur de leurs remboursements. Par contre, les frais d'intérêts pourront toujours être plus bas et pour des investissements démocratiquement voulus ils peuvent être supprimés en totalité. (Et si les taux d'intérêts bas causaient des problèmes dans le contexte international, la charge des intérêts pourrait être compensée fiscalement, totalement ou partiellement.)

Dettes d'État

La dette d'État (dette publique) actuelle a été causée par des dépenses du gouvernement pour lesquelles les impôts n'étaient pas levés d'avance. La dette d'État peut être supprimée au plus tôt avec les francs d'État nouvellement créés. Cela arrête les paiements des intérêts. Ensuite le concept de dette d'État pourra être jeté à la poubelle, puis que l'État, en cas de besoin, pourra s'adresser à sa propre banque. Pour les dépassements du budget les cas permis et les limites pourront être décrits, de même que les conditions pour des exceptions, pour lesquelles nous pouvons penser à une majorité parlementaire requise des deux tiers. Les règles pourront être ancrées dans la constitution.

Influence démocratique

La moindre influence des banquiers sur la forme de notre société laissera la place à plus d'influence démocratique. Cela offre la possibilité d'entamer la transition vers une société durable. Éclaircissement, intéressement et concertation de la population seront de grande importance pour la réaliser. Il ne me semble pas exclu que pour cela des structures démocratiques améliorées soient nécessaires.

Europe

L'Union Européenne offre chaque jour beaucoup de facilités au commerce international. Mais est-ce que le prix ne devient pas trop élevé maintenant? Est-ce que nous voulons échanger nos démocraties souveraines contre la gouvernance dictatoriale de la Commission Européenne, qui veut couper jusqu'à l'os dans tous nos acquis et transformer notre société en terrain de jeux financiers? Personnellement je pense que dans ce cas ces facilités sont payées beaucoup trop chères.

D'ailleurs, la coopération avec nos partenaires européens ne s'arrêtera pas quand nous quitterons l'UE. La coopération véritable est basée sur le commerce, l'industrie et le tourisme et sur tout qui sert des intérêts mutuels.

Notes et références:

[1]



Le 25 octobre 2011, chez "Pauw en Witteman" (programme de palabre d'une chaîne néerlandaise) l'invitée Sunny Bergman se fait fermer la bouche résolument par Ewald Engelen, qui se présente comme géologue financier et qui vient éclairer l'histoire de crise de la perspective de la presse globale. Après que EE ait présenté la misère sommairement, Sunny Bergman remarque: *"Mais il est également juste de soumettre à discussion le modèle de croissance économique en soi."*

EE, comme mordu par un chien: *"Oui, c'est une prise de position luxueuse. C'est vraiment à faire. Quand on roule dans une belle bagnole attrayante..."* - SB: *"Je n'ai pas de belle voiture."* - *"non, d'accord, et qu'on peut acheter de bonnes choses à manger chez Marché. Mais pour beaucoup, beaucoup d'autres gens cela est une exercice qui n'existe nulle part dans leur image du monde."* (Et donc, surtout pas dans l'image du monde de cet Ewald lui-même.)

[1] Dans les études scientifiques sur le "optimum currency areas" (régions optimales pour une monnaie) nous pouvons distinguer des études centrées sur les conditions nécessaires et celles d'après 1970 (lorsque les politiciens avaient décidé qu'ils voulaient une monnaie unique), qui sont davantage centrées sur les coûts et bénéfices.

Roman Horvath and Lubos Komarek dans "OPTIMUM CURRENCY AREA THEORY: AN APPROACH FOR THINKING ABOUT MONETARY INTEGRATION" (2002)

(Traduction Française, voir en dessous.)

"It is possible to distinguish two major streams of the optimum currency area literature. The first stream tries to find the crucial economic characteristics to determine where the (illusionary) borders for exchange rates should be drawn (1960s-1970s). The second stream (1970s-till now) assumes that any single country fulfills completely the requirements to make it an optimal member of a monetary union. As a result, the second approach does not continue in the search for characteristics, identified as important for choosing the participants in an optimum currency area. This literature focuses on studying the costs and the benefits to a country intending to participate in a currency area."

"Il est possible de distinguer deux courants majeurs dans la littérature sur les régions optimales pour une monnaie. Le premier courant tente de trouver les caractéristiques clefs pour déterminer où les frontières (imaginaires) pour des taux de change devraient être établies (années 60 et 70). Le deuxième courant (de 1970 jusqu'aujourd'hui) suppose que n'importe quel pays individuel répond entièrement aux exigences pour en faire un membre optimal d'une union monétaire. Par conséquent, la deuxième approche ne continue pas à rechercher les caractéristiques, qui ont été identifiées comme importantes pour choisir les participants dans une région monétaire optimale. Cette littérature-ci est centrée sur l'étude des coûts et bénéfices pour un pays qui a l'intention de participer dans une région [union] monétaire."

http://wrap.warwick.ac.uk/1539/1/WRAP_Horvath_twerp647.pdf , page 7.

Friedman décrit les avantages de cours de change flexibles comme suit : *« Comme on le constate habituellement, les prix et les salaires dans un pays sont relativement rigides et [ces] facteurs sont immobiles entre pays. Par conséquent, lors d'une demande négative ou d'un choc dans l'approvisionnement, le seul instrument pour éviter une plus grande inflation ou du chômage est un changement dans le taux de change flexible (ce qui veut dire réévaluer ou dévaluer la monnaie). Cela ramènera l'économie vers l'équilibre interne et externe initial. (...) Sous le régime de taux de change fixes, il y aurait toujours l'impact déplaisant du chômage ou de l'inflation. »*

http://wrap.warwick.ac.uk/1539/1/WRAP_Horvath_twerp647.pdf , page 8.

[2] Yrd. Doç. Dr. Hüseyin Mualla YÜCEOL, Mersin Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi, Maliye Bölümü, dans "WHY THE EUROPEAN UNION IS NOT AN OPTIMAL CURRENCY AREA: THE LIMITS OF INTEGRATION" (« Pourquoi l'Union Européenne n'est pas une région de monnaie optimale : Les limites d'une intégration. ») *« L'Europe n'est pas une région de monnaie optimale. Néanmoins, le 1^{er}*

janvier 1999 onze pays de l'UE ont démarré une Union Monétaire Européenne en adoptant une monnaie partagée, l'euro, tandis que l'UE ne répond pas à tous les critères pour une région monétaire optimale. Aussi, joindre l'UE n'est pas la même chose que joindre l'euro, aussi bien pour les anciens et les nouveaux membres. » http://eab.ege.edu.tr/pdf/6_2/C6-S2-M6.pdf, page 66

[3] Paul de Grauwe, parties d'un speech: (Traduction Française, voir en dessous.) "With up to twenty-seven members instead of the present twelve, the challenge for ensuring a smooth functioning of the enlarged Eurozone will be daunting. The reason is that in such a large group the probability of what economists call 'asymmetric shocks' will increase significantly. This means that some countries may experience a boom and inflationary pressures while others experience deflationary forces. If too many asymmetric shocks occur, the ECB will be paralyzed, not knowing whether to increase or to reduce the interest rates. As a result, member countries will often feel frustrated with the ECB policies that do not (and cannot) take into account the different economic conditions of the individual member countries. This leads us to the question whether the enlarged EMU will, in fact, be an optimal currency area." (...) "If a country is hit by negative shocks brought about by agglomeration effects, the wage cuts necessary to deal with these shocks will inevitably be very large. To give an example: If Ford Motor were to close down a plant in Belgium and to invest in Poland instead, the wage cut of Belgian workers that would convince Ford Motor not to make this move would have to be 50% or more given that the wage not feasible, then flexibility dictates that the Belgian workers be willing to move."

« Avec vingt-sept membres au lieu des douze d'aujourd'hui, le défi pour s'assurer d'un fonctionnement fluide de la zone euro élargie sera terrible. La raison en est que dans un groupe si large la probabilité de ce que les économistes appellent des 'chocs asymétriques' augmente de façon significative. Cela veut dire, que certains pays peuvent avoir une hausse et une pression inflationniste, tandis que d'autres ont des forces déflationnistes. Si trop de chocs asymétriques surviennent, la Banque Centrale Européenne sera paralysée, ne sachant pas si elle doit augmenter ou réduire les taux d'intérêt. Par conséquence les pays membres se sentiront souvent frustrés par la politique de la banque Centrale Européenne, qui ne tient pas compte et ne peut pas tenir compte) les conditions économiques différentes dans les pays membres individuels. Cela nous mène à la question si l'Union Monétaire Européenne élargie sera une région de monnaie optimale. » (...) « Si un pays est touché par des chocs négatifs causés par des effets d'accumulation, les baisses de salaires nécessaires pour gérer ces chocs seront inévitablement très importantes. Si Ford Motors fermait une usine en Belgique et, à la place, investit en Pologne, les baisses de salaires des travailleurs Belges devraient être de 50% ou plus pour convaincre Ford Motors de ne pas déménager. Et vu que de tels salaires ne sont pas faisables, la flexibilité dicte que les travailleurs Belges accepteraient de déménager. » <http://mostlyeconomics.wordpress.com/2010/06/21/were-europes-curent-problems-never-imagined/>

[5] MES, le nouveau dictateur européen (article)
http://www.courtfool.info/fr/MES_le_nouveau_dictateur_Europeen.htm

MES, le nouveau dictateur européen (vidéo, 3:50)
<http://www.youtube.com/watch?v=rFTbIGahzhU>

MES, un coup d'état dans 17 pays
http://www.courtfool.info/fr/MES_un_coup_d_etat_dans_17_pays.htm

traduit le 5 novembre 2011

Articles de Rudo de Ruijter publiés par
Mondialisation.ca



Authentification forte Solution OTP plus sécurisée et moins chère que le SMS www.tagattitude.fr

Logiciel de comptabilité Choisissez 3 logiciels comptables pour une comparaison gratuite! TechnologyEvaluation.com/fr/

IS Aix-en-Provence International Language Institute French courses, Accom., Activities www.is-aix.com



Announces Google

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias : crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Rudo de Ruijter, courtfool.info, 2011

L'adresse url de cet article est : www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=27604